

<b>M A P A</b> passé en application de l'article L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique
<b>MARCHE RELATIF A LA REFONTE DU SITE INTRANET D'AGROPARISTECH</b>
<b>Marché n° 25CP16</b>

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Objet et forme du marché.....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Forme du marché.....	4
<b>Article 3 : Allotissement .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 : Durée du marché .....</b>	<b>5</b>
5.1 Date de début d'exécution .....	5
5.2 Date de fin d'exécution.....	5
<b>Article 6 : Description détaillée .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 7 : Modalités de détermination des prix .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 8 : Clause de réexamen.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 9 : Prestations similaires .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10 : Réalisation des prestations .....</b>	<b>7</b>
10.1 Conditions de réalisation des prestations .....	7
10.2 Vérification des prestation .....	7
<b>Article 11 : Obligation du titulaire .....</b>	<b>7</b>
11.1 Délais d'exécution des prestations.....	7
11.2 Obligation de résultat .....	9
12.3 Interlocuteur dédié .....	9
12.4 Obligation de moyens humains .....	9
12.5 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde.....	10
12.6 Secret professionnel et obligation de discrétion .....	10
<b>Article 13 : Formation.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 13 : Documentation.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 14 : Propriété intellectuelle.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 15 : Autorisation de la CNIL et conformité à la législation.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 16 : Modalités d'exécution financière .....</b>	<b>11</b>

16.1 Emission d'un bon de commande .....	11
16.2 Présentation des factures.....	12
16.3 Avance.....	12
16.4 Règlement des sommes dues .....	12
<b>Article 17 : Suivi administratif du marché.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 18 : Assurances.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 19 : Pénalités .....</b>	<b>14</b>
19.1 Retard dans l'exécution des prestation .....	14
19.2 Retard pour non-respect des délais d'intervention et de rétablissement...Erreur ! Signet non défini.	
19.3 Violation des obligations de confidentialité et des données de protection Erreur ! Signet non défini.	
<b>Article 20 : Confidentialité .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 20 : Circonstances exceptionnelles .....</b>	<b>15</b>
20.1 Forces majeures .....	15
20.2 Imprévisions.....	16
<b>Article 21 : Protection de l'environnement .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 22 : Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 23 : Responsabilités et assurances .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Article 23 : Différends entre les parties .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 24 : Résiliation .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 25 : Dérogation au CCAG-TIC.....</b>	<b>17</b>

## **Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur**

**L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)**

**Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel**  
dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau  
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

## **Article 2 : Objet et forme du marché**

### **2.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la refonte et l'hébergement du site intranet d'AgroParisTech.

Le phasage du marché est le suivant :

Phase 1 : suivi du projet

Phase 2 : conception, UX, UI

Phase 3 : développement

Phase 4 : recettes, validation et mise en ligne

Phase 5 : formation

### **2.2 Forme du marché**

Il s'agit d'un marché conclu à prix mixtes. Un prix au forfait est prévu pour les différentes phases. Un prix unitaire est prévu pour

Maintenance préventive et corrective

Hébergement

En intervention jours/homme pour Directeur de projet, chef de projet, designer, développeur, référent éco-conception

Formations complémentaires

## **Article 3 : Allotissement**

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est global. En effet, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

## **Article 4 : Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) signé des deux parties ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;

25CP16 : Refonte du site Intranet d'AgroParisTech

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

4. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le mémoire technique et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **Article 5 : Durée du marché**

### **5.1 Date de début d'exécution**

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification.

### **5.2 Date de fin d'exécution**

Le marché a une durée d'exécution de quatre (4) ans, une durée ferme de douze (12) mois avec tacite reconduction par trois fois des périodes de douze (12) mois.

Toutefois, le titulaire reste engagé vis-à-vis d'AgroParisTech jusqu'à l'extinction du délai de garantie pour les prestations dues au titre de garantie.

## **Article 6 : Description détaillée et volumétrie**

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités précisément détaillées dans le CCTP.

Le montant du marché est estimé à 84 000€ HT et ne peut pas dépasser 104 000€ sur la durée totale d'exécution de quatre années.

## **Article 7 : Modalités de détermination des prix**

Le marché est traité à prix mixtes unitaires et forfaitaire dont les montants sont détaillés dans l'offre financière du candidat.

Le marché est conclu en euros.

Les prix du marché restent fixes lors de la première année d'exécution du marché. Ils seront révisés à chaque date anniversaire du marché sur la base de la formule suivante :

$$P_n = P_o (I_n/I_o)$$

Formule dans laquelle :

$P_n$  = prix révisé

$P_o$  = prix initial

$I_n$  = dernière valeur connue de l'indice I à la date de révision contractuelle prévue ci-dessus

$I_o$  = dernière valeur de l'indice I connue le 1er jour du mois précédent le mois de signature de l'acte d'engagement final

I = L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC, consultable en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.syntec.fr/>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- L'indice de remplacement publié, ou
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire du marché fera parvenir à la personne publique les prix révisés au moins quinze (15) jours calendaires avant la fin de la période d'exécution en cours avec la fourniture d'une nouvelle annexe financière et du détail du calcul de la révision avec les valeurs d'indice utilisées.

## **Article 8 : Clause de réexamen**

Indépendamment de tout acte modificatif qui serait rendu nécessaire en cas de difficulté d'exécution du marché, le présent marché comprend une clause de réexamen.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et fournitures figurant au présent C.C.P l'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

## **Article 9 : Prestations similaires**

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 10 : Réalisation des prestations**

### **10.1 Conditions de réalisation des prestations**

Les prestations sont réalisées conformément aux prescriptions indiquées à l'article 6 du présent CCAP.

### **10.2 Vérification des prestations**

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux dispositions prévues par les articles 29 à 33 du CCAG-TIC.

## **Article 11 : Obligation du titulaire**

### **11.1 Délais d'exécution des prestations**

Délais d'exécution de la phase 1

Le délai maximal d'exécution de l'ensemble des prestations et de livraison des livrables afférents à la section 1 est de quinze (15) jours ouvrés à compter de son déclenchement.

Délais d'exécution des prestations de la maintenance standard :

Concernant la maintenance corrective :

Les anomalies détectées dans le cadre de la maintenance corrective standard sont signalées au titulaire par la personne publique et confirmées par tout moyen certain (courriel, enregistrement dans l'outil de signalement...). Ces dernières sont classées en trois catégories en fonction de leur niveau de gravité et définies dans le CCTP.

La classification de l'anomalie selon son degré de sévérité (bloquante, majeure ou mineure) est effectuée par la personne publique lors du signalement de l'anomalie au titulaire.

Une solution provisoire de contournement d'une anomalie peut être proposée par le titulaire. Tous les délais sont calculés à partir de la date et de l'heure certaine de signalement de l'anomalie.

- Cas d'une anomalie bloquante : Le titulaire intervient dans un délai de deux (2) heures ouvrées. L'indisponibilité du service est considérée comme une anomalie bloquante et doit bénéficier des mêmes délais d'intervention et de résolution.

Le délai de résolution ou à défaut, de contournement de l'anomalie est strictement inférieur à huit (8) heures ouvrées. La suspension du processus en erreur pourra être considérée comme une solution de contournement dans la limite d'une indisponibilité maximale de cinq (5) jours ouvrés.

- Cas d'une anomalie majeure : Le titulaire intervient dans un délai d'un (1) jour ouvré.

Le délai de résolution, ou à défaut, de contournement de l'anomalie est strictement inférieure à cinq (5) jours ouvrés. La livraison de la correction intervient au cours d'un train de maintenance planifié.

- Cas d'une anomalie mineure : Le titulaire intervient dans un délai strictement inférieur à cinq (5) jours ouvrés. La livraison de la correction intervient au cours d'un train de maintenance planifié.

Concernant le maintien des compétences, le contrôle de qualité des prestations et l'assistance technique et fonctionnelle à la personne publique :

Le contenu des rapports de contrôle sont définis dans l'offre du titulaire.

Les réponses aux demandes d'assistance, de conseils, de précisions fonctionnelles ou techniques sont communiquées à la personne publique dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la demande de la personne publique effectué par l'outil de signalement utilisé par la personne publique.

Délais d'exécution des prestations des phases :

Pour l'ensemble des prestations des sections citées ci-dessus, les délais d'exécution sont précisés sur les bons de commande. Ceux-ci sont définis en accord avec le titulaire, selon les caractéristiques des prestations demandées.

Concernant la réalisation des devis sur bons de commande, ceux-ci sont communiqués à la personne publique dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la demande de la personne publique.

Délais d'exécution de la phase formation :

La date de formation est précisée sur le bon de commande.

Le CV des formateurs est transmis à la personne publique dix (10) jours ouvrés avant la tenue de chaque session. Il est soumis à la validation de la personne publique qui dispose de trois (3) jours ouvrés pour procéder à des modifications.

Les supports sont transmis à la personne publique dix (10) jours ouvrés avant la tenue de chaque session. Ils sont soumis à la validation de la personne publique qui dispose de cinq (5) jours ouvrés pour procéder à des modifications. Passé ce délai, le support de formation est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.



Les fiches d'évaluation individuelle de la session de transfert de compétences et la liste d'émargement sont transmises à la personne publique deux (2) jours ouvrés suivant la session de transfert de compétences.

### **11.2 Obligation de résultat**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat concernant l'exécution et la réalisation de toutes les prestations dans les conditions, notamment en termes de délais, définies dans les différentes pièces contractuelles.

Cette obligation s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites dans le marché.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

Les autres obligations du titulaire sont explicitées aux articles 5 à 9 du CCAG-TIC.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, cette obligation de résultat s'étend à tous les sous-traitants.

### **11.3 Interlocuteur dédié**

Le titulaire indique lors de la remise de son offre les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, si l'interlocuteur change alors le titulaire doit :

- Informer AgroParisTech sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

AgroParisTech dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplacement proposé par le titulaire. A défaut de remplacement accepté par AgroParisTech, le marché est susceptible d'être résilié.

### **11.4 Obligation de moyens humains**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels désignés dans son mémoire technique.

Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications du personnel intervenant sur ces prestations.

Si pour une raison indépendante de sa volonté, un des personnels désignés par le titulaire pour la réalisation des prestations est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la prestation, le titulaire devra informer sans délai AgroParisTech.

Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

Le titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalent et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références à AgroParisTech pour accord.

AgroParisTech se réserve le droit de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

### **11.5 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est tenu à une obligation d'information, de conseil et de mise en garde à l'égard d'AgroParisTech. A ce titre, le titulaire avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et tout autre élément susceptible d'affecter les conditions d'exécution.

Le titulaire en sa qualité de professionnel du domaine s'engage à communiquer à AgroParisTech dans les meilleurs délais les alertes et une mise en garde notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou tout événement susceptible d'impacter le projet.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies.

Le titulaire communique à AgroParisTech toute information permettant d'améliorer les prestations et de signaler les difficultés et les risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations prévues au marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

### **11.6 Secret professionnel et obligation de discrétion**

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du marché et par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscretions commises.

## **Article 12 : Formation**

Le titulaire pourra indiquer la nature et l'étendue des formations liées à l'administration du site internet.

- Formation pratique à l'administration du site intranet ;
- Support à l'administration.

### **Article 13 : Documentation**

En cas de besoin, AgroParisTech met à disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission ou facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique dans un délai de quinze (15) jours suivant la fin de mission ou faire l'objet d'une déclaration de destruction s'il s'agit de versions électroniques.

Le titulaire fournira au plus tard à la remise des livrables, et rédigés en français de préférence (ou à défaut en anglais), les manuels d'entretien et d'exploitation du site internet.

### **Article 14 : Propriété intellectuelle**

Les conditions du droit de propriété intellectuelle du présent marché sont celles prévues par l'article 46 du CCAG-TIC.

### **Article 15 : Autorisation de la CNIL et conformité à la législation**

Les prestations doivent être conformes à la législation en vigueur.  
Le titulaire doit maintenir cette conformité en cas de changement de la législation.

### **Article 16 : Modalités d'exécution financière**

#### **16.1 Emission d'un bon de commande**

De manière concomitante à la notification du marché, AgroParisTech transmet au titulaire un bon de commande dont le montant correspond à l'offre acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande comporte les données de facturation à utiliser par le titulaire telles qu'indiquées à l'article 16.2 du présent marché.

Le bon de commande doit obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- N° du bon de commande
- La date et l'heure de livraison conformément aux engagements validés en amont entre le titulaire et AgroParisTech
- Le service destinataire et adresse de livraison
- Le prix (HT et TTC) déterminé dans les conditions de l'article 8 du présent CCAP

Le bon de commande ne comportant pas ces renseignements ne doit pas être accepté par le titulaire.

## **16.2 Présentation des factures**

Conformément à la loi n° 2019 486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du

Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du bon de commande ;
- La désignation et le détail des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

## **16.3 Avance**

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, le marché ne prévoit pas d'avance.

## **16.4 Règlement des sommes dues**

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.219212 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

### **Article 17 : Suivi administratif du marché**

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - TIC, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

### **Article 18 : Assurances**

Le titulaire devra justifier, avant le début d'exécution des prestations, qu'il est couvert par une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant pour son compte, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices ou attestations correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément AgroParisTech de toute modification de son contrat d'assurance.

## **Article 19 : Pénalités et réfections**

Le candidat est informé que les pénalités peuvent être complémentaires et n'empêchent pas l'application de réfections. L'application des pénalités ne nécessitera pas de mise en demeure du titulaire par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Les pénalités seront précomptées sur les paiements à faire et sont cumulables entre elles.

Le titulaire ne bénéficiera pas de l'exonération prévue à l'article 14.1.3 du CCAG TIC.

Si, sur la durée du marché public, des pénalités, quelle que soit leur nature, ont été appliquées au moins trois (3) fois, la personne publique se réserve la possibilité de le résilier aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

### **19.1 Retard dans l'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les prestations prévues au présent contrat sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent donner lieu à l'application de pénalités par la personne publique et ce, sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont précomptées sur les paiements à faire et sont cumulables.

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, la période des heures ouvrées est du lundi au vendredi de 9h00 à 18h30 hors jours fériés.

Pour l'ensemble des sections hormis les prestations de maintenance corrective :

En cas de non-respect des délais prévus au contrat le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100€ par jour ouvré de retard.

Pour les prestations de maintenance corrective

En cas de retards constatés relatifs aux délais d'intervention ou de résolution des anomalies bloquantes, le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour ouvré de retard.

En cas de retards constatés relatifs aux délais d'intervention ou de résolution des anomalies majeures, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour ouvré de retard.

## **Article 20 : Confidentialité**

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou

la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites ou à attester de la destruction des fichiers transmis s'il y a lieu.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

## **Article 20 : Circonstances exceptionnelles**

### **20.1 Forces majeures**



Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

## **20.2 Imprévisions**

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

### **Article 21 : Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **Article 22 : Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

En application de l'article 54 du CCAG-TIC, AgroParisTech fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

### **Article 23 : Différends entre les parties**

Si AgroParisTech constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au contrat, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Il fait à défaut, application de l'article 55 du CCAG-TIC.



## **Article 24 : Résiliation**

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le Chapitre 9 du CCAG-TIC.

## **Article 25 : Dérogation au CCAG-TIC**

Il est dérogé aux articles du CCAG - TIC, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

<b>Article du CCAP</b>	<b>Article du CCAG - TIC</b>
<b>Article 4</b>	<b>Article 4.1</b>
<b>Article 16.1</b>	<b>Article 51</b>
<b>Article 17</b>	<b>Article 3.4.2</b>
<b>Article 19</b>	<b>Article 14.1</b>